

Revue et diffusions scientifiques à la veille du XXle siècle, à travers quelques exemples français

Autor(en): **Mayaud, Jean-Luc**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **50 (2000)**

Heft 4: **50 Jahre SZG = 50 ans RSH**

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-81290>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue et diffusions scientifiques à la veille du XXI^e siècle, à travers quelques exemples français

Jean-Luc Mayaud*

Zusammenfassung

Geschichtswissenschaftliche Zeitschriften befinden sich heutzutage in einer Krise. Ein quantitativer Überblick über die Publikation neuzeitlicher und zeitgeschichtlicher Artikel gibt Aufschluss über die Methoden («bricolages»), welche Zeitschriften unterschiedlichsten Status anwenden müssen, um zu überleben. Schliesslich sollen die Möglichkeiten betrachtet werden, welche sich durch das neue Mittel des Internet bieten.

L'édition et la diffusion scientifiques sont-elles en crise? Cette question agite de nombreux comités de rédaction de revues, inquiets de la stagnation voire de la baisse du nombre de leurs abonnés. Le constat est pourtant paradoxal, révélant une grande différence de situation entre les difficultés de l'édition scientifique et un marché «grand public» florissant, si l'on en juge par l'incontestable succès d'une revue telle que *L'Histoire* ou par les chiffres de ventes atteints, par exemple, par les biographies historiques, certaines étant d'ailleurs signées par quelques-uns des hommes politiques actuellement en vue.

Il ne sera ici question que de la diffusion scientifique, rendant compte directement de la recherche historique: autrement dit, nous envisageons de n'aborder que ce qui pourrait être rassemblé sous la dénomination de «diffusion professionnelle». Instruments nécessaires aux historiens – «de métier» et «amateurs» – et aux apprentis historiens, les revues

* Jean-Luc Mayaud est Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lyon 2 où il anime un groupe de recherche consacré aux Sociétés rurales européennes contemporaines. Il est le rédacteur en chef des *Cahiers d'histoire* et de *Ruralia*, directeur de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* et responsable du site internet *Revue.org* (<http://www.revue.org>) animé par Marin Dacos.

constituent, elles aussi, un marché, et en tant que telles n'échappent pas à ses lois. Producteurs, produits et marché, tels sont les aspects abordés.

Une production en nécessaire expansion

Grandes sont les difficultés à saisir l'univers de la production scientifique historique, et ne sera pas entamée ici la discussion portant sur la distinction entre historiens «professionnels» et historiens «amateurs». Rappelons seulement que les 96 départements de la France métropolitaine comptent chacun une ou plusieurs sociétés savantes¹ – Académie, Société d'émulation, etc. – mêlant le plus souvent universitaires et «érudits locaux»: ces associations sont fédérées par le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) dont la principale activité est l'organisation, chaque année, d'un congrès rassemblant plusieurs centaines de participants. Si l'on limite nos investigations aux historiens de la période moderne et contemporaine appartenant aux universités et aux laboratoires de la recherche publique, l'effectif des chercheurs et enseignants-chercheurs est proche de 1100². Soit 2200 articles à publier chaque année, si l'on considère qu'un fonctionnaire sérieux et respectueux des deniers de l'Etat prépare au moins deux contributions par an. A cette première évaluation, peut être ajouté le flux annuel de 200 à 250 thèses soutenues, donnant chacune lieu à la rédaction d'un article au moins, soit, au total, un stock potentiel de plus de 2400 articles annuels³. Enfin, considérant qu'une revue peut publier en moyenne une vingtaine de textes par an, le flux de 2400 articles justifierait ainsi l'existence de 120 revues environ⁴.

A l'évidence, il n'existe pas en France 120 périodiques d'histoire moderne et contemporaine. Force est de tenir compte de la vocation des publications, qui peuvent être généralistes ou thématiques, spécialisées sur telle période ou volontairement trans-périodes, mono- ou pluri-disciplinaires ou encore à ambition locale ou nationale voire internationale: dans tous ces cas, le nombre des articles d'histoire moderne ou contem-

1 Jean-Pierre Chaline: *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1995, 271 p.

2 Compte non tenu des Attachés temporaires d'enseignement et de recherche, des Ingénieurs d'étude et des divers vacataires au statut souvent précaire et incertain: environ 300 Chargés de recherche et Directeurs de recherche du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et pour les universités, 332 Professeurs et 565 Maîtres de conférences. Sources: Cellule des évaluations, Ministère de l'Education nationale, de la recherche et de la technologie.

3 Signalons, encore, qu'à raison d'une demi-heure de lecture par article, le chercheur modèle devrait disposer de 1200 heures disponibles pour ce seul type d'information scientifique, insuffisant à son enrichissement intellectuel puisque seraient négligées les revues étrangères.

4 Nous considérerons que le nombre des articles publiés dans des revues étrangères équivaut à celui des articles édités par les publications françaises.

poraine publiés chaque année par chacune d'entre elles est inférieur à 20, ce qui augmente encore le nombre des périodiques nécessaires à l'écoulement de la production éditoriale. En revanche, doivent être comptabilisés, même si leur diffusion est trop souvent confidentielle, les organes produits par les 75 équipes et laboratoires de recherche des universités⁵. Au total, il apparaît que la production scientifique historique française parvient bon an mal an à trouver un support de publication (et il n'est pas question, ici, on l'aura compris, de discuter la qualité de ladite production).

Economie des revues, revues en économie

Il est évident, au moins pour de simples raisons financières⁶, que les 1200 chercheurs et enseignants-chercheurs producteurs d'articles ne sont pas personnellement abonnés aux 120 revues auxquelles, globalement, ils apportent deux contributions annuelles. Outre les abonnés individuels – universitaires, érudits et étudiants, ces derniers de plus en plus rares –, les revues peuvent compter sur les commandes des bibliothèques et des laboratoires. Mais force est de reconnaître que ce marché est particulièrement en crise. Les chiffres des ventes n'étant que rarement rendus publics, il n'est pas possible ici d'avancer des statistiques précises⁷. Le constat né de la fréquentation de plusieurs comités de rédaction et les témoignages de nombre de collègues impliqués dans la direction de revues semblent toutefois attester la réalité des difficultés de la diffusion scientifique, dont l'étude rigoureuse reste à faire. Sans doute pourraient être précisés les effets du «photocopillage», mais aussi ceux de l'absence ou de la quasi-absence de politique de la part des autorités de tutelle des bibliothèques et des centres de documentation, mais encore devraient être analysées les répercussions de la stagnation des revenus des enseignants ou celle de la disparité des ressources financières des étudiants. A l'évidence, et si la qualité éditoriale des revues est un facteur vraisemblablement déterminant, il importe de réfléchir à la définition d'une politique de la diffusion scientifique.

5 La comptabilité du nombre des équipes est délicate: retenons que sur les 75 équipes, 37 sont des laboratoires associés au CNRS, 2 des équipes propres du CNRS, le restant étant constitué d'équipes d'université (Jeunes équipes, Equipes d'accueil). Ajoutons encore 7 laboratoires trans-périodes et 10 équipes d'histoire des sciences. Sources: Cellule des évaluations, Ministère de l'Education nationale, de la recherche et de la technologie.

6 Pour un prix minimum de 250 francs français l'abonnement, cela représenterait pour chacun un budget annuel de 30000 francs, soit près de deux mois de salaire moyen.

7 Afin de livrer un ordre de grandeur, signalons cependant que rares sont les revues scientifiques d'histoire qui dépassent le millier d'abonnés individuels et institutionnels.

Reste, pour l'instant, les bricolages effectués par chaque revue pour tenter de réduire leurs coûts de fabrication et d'accroître leur diffusion. Rares demeurent les périodiques historiques produits par une maison d'édition: le nombre des abonnés décourage plus d'un éditeur dont l'une des fonctions principales est d'atteindre un profit ou, au moins, d'éviter de soutenir un «produit» commercialement déficitaire; de plus, les frais multiples nécessaires à une fabrication et à une diffusion tarifées impliquent soit une augmentation des prix de vente, soit une progression du nombre des acheteurs. Presque aussi rares sont les revues subventionnées des équipes ou des laboratoires de recherche: les équipes bénévoles⁸ en place sont parfois dotées d'un personnel technique – un poste ou un demi-poste financé par l'Etat – chargé de la préparation de la fabrication; les coûts qui n'intègrent pas la masse salariale permettent soit des prix publics attractifs, soit un maintien en dépit de ventes peu nombreuses. Reste le lot commun à la plupart des périodiques: un bénévolat intégral de l'équipe rédactionnelle et du secrétariat dont la tâche est de plus en plus technique⁹; une diffusion difficile assurée grâce au support d'une association parfois subventionnée par l'Etat – Mission scientifique universitaire du Ministère de l'Education, CNRS, Centre national du livre, etc. – et/ou les collectivités territoriales, à hauteur de 5 à 20% du budget éditorial du périodique¹⁰. Mais ces bricolages financièrement instables et gourmands en énergie ne sont la plupart du temps que provisoires, dépendant autant des aides momentanément accordées que des rares bénévoles dont l'engagement ne peut être infini. Surtout, ils se heurtent aux problèmes de la commercialisation: le recours à un diffuseur ou même la simple pratique de dépôts dans quelques librairies choisies rognent considérablement les faibles recettes provenant des ventes.

Pour le moins, une politique publique de diffusion de la recherche ne pourrait-elle passer par une aide financière correspondant au service gratuit des revues aux bibliothèques, aux centres de documentation et aux dépôts d'archives? La mise en place de services techniques communs à plusieurs revues ne pourrait-elle être systématisée? La crise ac-

8 Certes, insérés dans un laboratoire scientifique, les enseignants-chercheurs ou les chercheurs sont salariés de l'Etat. Reste que le travail qu'ils effectuent pour l'animation d'une revue n'est pas pris en compte dans le calcul de leur charge de service.

9 La généralisation de logiciels informatiques de traitement de texte performant permet presque à quiconque de livrer à un imprimeur des pages «prêtes à cliquer»: l'économie ainsi réalisée peut atteindre un tiers du coût total de fabrication.

10 En France, le mécénat privé n'est guère développé, sans doute en raison des méfiances des entreprises envers les sciences humaines et sociales et d'une certaine réticence des universitaires à ce qui peut être perçu comme une inféodation... mais aussi à leur inexpérience en la matière.

tuelle de l'édition scientifique n'est pas de nature éditoriale; elle est technique et financière.

La solution de l'édition électronique?

Les avantages et les inconvénients de l'édition électronique font l'objet de multiples débats¹¹. Nous ne reprendrons ici que quelques-uns des aspects de la discussion pour expliquer la démarche suivie lorsque nous avons créé le site Internet «revues.org». Il a fallu la rencontre avec un jeune doctorant dévoué, Marin Dacos¹², particulièrement compétent en matière informatique. L'idée a d'abord été de livrer à tout utilisateur d'un ordinateur connecté «à la toile», la possibilité de consulter gratuitement les sommaires des revues dont nous avons la charge. Une association, Science-Internet-Revues, a été constituée et s'est rendue propriétaire du nom du site: elle est dorénavant ouverte à toute revue scientifique, le site comptant actuellement quatre partenaires, qui seront prochainement au nombre de dix, chacun étant autonome, mais bénéficiant de services communs tels que les moteurs de recherche. De fait, à l'exception des articles proprement dit, dont ne sont offerts sauf exception que les résumés en français et en anglais, l'intégralité du contenu des revues est proposé gratuitement en ligne – comptes rendus d'articles, actualité scientifique, bibliographie, etc. Incontestablement, en quelques mois, la notoriété des périodiques ainsi présentés a fortement augmenté: plusieurs centaines de milliers de pages ont été lues par des internautes du monde entier, et plus de mille d'entre eux se sont abonnés, gratuitement, à une lettre mensuelle diffusée par courrier électronique les tenant informés des nouveautés introduites sur chacun des sites des revues associées.

De fait, il est possible de s'interroger aujourd'hui sur les possibilités d'une diffusion intégrale du contenu des revues électroniquement éditées: chaque lecteur peut imprimer à partir de son écran les articles souhaités. L'avantage est certain: si le travail de préparation de la «copie»

11 Robert Darnton: «The new age of the book», disponible sur Internet: <http://www.nybooks.com/nyrev/>; Marin Dacos: «Le numérique au secours du papier. L'avenir de l'information scientifique des historiens à l'heure des réseaux», dans *Cahiers d'histoire*, n° 1, 1999, pp. 9–31, disponible sur Internet: <http://www.revues.org/cahiers-histoire/>; Marin Dacos: «Prestige du papier et avenir du numérique. Recherches ruralistes et édition électronique en 1999», dans *Ruralia*, revue de l'Association des ruralistes français, n° 4, 1999, pp. 143–163, disponible sur Internet: <http://www.revues.org/ruralia/>; Marin Dacos: «Les lendemains électroniques de l'édition historique. Pour un nouveau modèle économique de publication périodique», à paraître dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 20–21, sera disponible sur Internet: <http://www.revues.org/rh19/>

12 Marin Dacos prépare actuellement à l'Université Lyon 2, une ambitieuse thèse d'histoire consacrée au «regard photographique sur les campagnes du Vaucluse».

est identique à celui fourni pour la fabrication d'une édition papier – fourni bénévolement, rappelons-le –, la diffusion électronique évite les frais d'impression et d'expédition. Elle permet, de plus, une mise à jour permanente, voire l'ajout des sources, des critiques et des réponses de l'auteur. Les avantages résident encore dans les possibilités d'indexation et de renvoi à d'autres articles ou références. Les «marchands du temple» ont pris une sérieuse avance, et Marin Dacos¹³ peut légitimement attirer notre attention sur la nécessité de sauvegarder un espace scientifique libre et désintéressé sur une toile dont on peut craindre qu'elle ne soit encore plus détournée de ses objectifs premiers.

Certes, les inconvénients sont réels: le réel déplaisir de la disparition du papier, l'enfermement entre *happy few* de l'informatique – que faire pour ceux qui ne fréquentent pas la toile? – et le délicat problème de la propriété intellectuelle – mais le «piratage» n'a pas attendu l'Internet... De même, se poseront de façon cruciale les questions financières: une politique réfléchie de l'édition universitaire implique le recrutement des personnes capables d'assurer la mise en ligne du contenu des revues. Les associations ne pourront, sans aide, faire durablement face aux charges – certes plus légères que celles de l'édition papier – que représente une telle diffusion: à moins de développer un système d'abonnement ou de paiement «à la carte»... Une aide structurelle ne peut-elle être envisagée de la part des collectivités et de l'Etat, soutien qui prendrait, par exemple, la forme d'équipements communs gérés par des techniciens compétents? Le débat est ouvert. Ne concernant pas le seul cas français, une solution francophone n'est-elle pas possible?

13 Marin Dacos: «Les lendemains électroniques de l'édition historique...», art. cité.